



Comité Technique Académique du 10.10.22

Concertation, Orientation, Formations pro, PAQNNA...

Étaient présent-es : Mme Robert (Rectrice), M. Vial (SG -secrétaire général d'académie), Mme Duport (SGA-DM Directrice des moyens), M. Monlun (SG DSDEN 86, dossiers transversaux), M. Claverie (IA-Dasen 16), M. Tamene (IA DASEN 17), M. Leclerc (IA-DASEN 79), M. Mazurier (directeur de cabinet de la Rectrice), Mme Pionnier (chef de division DOSES), Mme Du Rosel (SAJ), M. Bauvin (DAFPIC), M. Thévenet (SAIIO)...etc. **6 FSU / CGT Educ'Action** – 5 Unsa – 1 Fo - 1 Snalc

Déclaration liminaire de la FSU/CGT Educ'Action

Lors de sa déclaration liminaire que vous retrouverez en intégralité à la fin de ce compte rendu, la délégation FSU/CGT Educ'Action a notamment abordé :

- notre opposition au **projet éducatif de M. Macron** et sa vision à court terme de mise en adéquation de la formation avec les intérêts du patronat, qui va encore pénaliser les enfants les plus fragiles, les plus démunis, alors que l'école doit garantir l'émancipation de toutes et tous.
- la nécessité d'un **rattrapage des pertes de pouvoir d'achat**, une revalorisation d'ampleur à même de faire face au déclassement salarial de nos professions et à des situations de grande précarité (notamment celles des AED et des AESH), une augmentation des salaires et des mesures de carrière sans contreparties pour tous les personnels, en début, milieu et fin de carrière, des mesures pour lutter contre les inégalités salariales femmes/hommes. Une large intersyndicale FSU, CGT, FO, Solidaires, mouvements lycéens et l'UNEF appelle aux mobilisations et aux grèves le 18 octobre pour l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève
- **le manque de personnels** comme les AESH, d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales, de toutes les catégories de personnels qui assurent le service public avec détermination.
- la revendication de l'abandon d'une énième **réforme de la voie professionnelle** qui saborderait la formation d'un tiers de la jeunesse ; la lutte commence avec la **journée intersyndicale du 18 octobre** prochain ([lien](#))
- l'exigence d'un autre calendrier du **bac**, un retour à des épreuves terminales anonymes en juin, et la fin du contrôle continu, pour exiger une autre réforme du lycée général et technologique ;

Réponses du rectorat

Suite aux différentes déclarations liminaires, la rectrice est revenue sur certains points en voulant mettre en avant des “bonnes nouvelles” :

- **Enseignements de spécialité** : la tendance s'inverse un peu indique la rectrice car il y a plus de demandes vers des spécialités scientifiques à cette rentrée, même si les objectifs ne sont pas encore atteints ;
- **AESH** : elle indique que c'est un sujet RH d'importance. Elle indique que l'allongement du temps de travail des AESH est un sujet de travail avec les collectivités. Elle indique que le travail sur les contrats des AESH a été amélioré par rapport à l'année dernière pour éviter les retards. **La FSU/CGT Educ'Action a rappelé qu'un bug informatique avait empêché certain-es AESH d'avoir leur salaire en septembre avec de graves conséquences pour ces personnels.** M. Vial indique que cela concerne 7 AESH, qu'un suivi personnalisé est mis en place et qu'un acompte a été versé ce lundi 10 octobre.
- **Parcoursup** : la rectrice insiste sur le fait que de son point de vue cet outil est plus transparent que els précédents; elle indique que 50% des bacheliers technologiques ont eu une proposition en BUT dans notre académie, que 67% des élèves de bac pro ont eu une proposition en BTS.
- **Réforme du lycée professionnel** : elle indique que dans l'académie, l'offre pour l'orientation post 3ème est complète et diverse.Elle note l'augmentation des voeux vers l'apprentissage et qu'il est nécessaire de consolider la voie professionnelle en répondant plus aux attentes des familles pour permettre de stabiliser les effectifs.

Concertation dans les établissements

Emmanuel Macron a décidé de décliner le conseil national de la refondation par la mise en place des débats dans les écoles, afin de mener « une politique au plus près des territoires ». Il s'agit de : « de permettre à l'ensemble de notre société de se réapproprier ce « bien commun » qu'est l'école et de faire émerger, au niveau local, des initiatives de nature à améliorer la réussite et le bien-être des élèves, et à réduire les inégalités ».

La rectrice a rappelé qu'avec la pandémie , un certain nombre d'activités avaient été stoppées. Cette concertation a pour but de relancer les projets d'école, projets d'établissement, ... Elle indique que cela va permettre aux équipes de se réapproprier leur outil de travail.

2 journées sont dédiées dans le 2nd degré en étant banalisées, la rectrice indique que cela peut prendre plusieurs modalités d'organisation et notamment, pour permettre la présence de parents et de partenaires... **La FSU/CGT Educ'Action a rappelé les difficultés de mise en place que cela va amener, mais a aussi rappelé son doute, sa perplexité sur le sens de cette “concertation” car sur de trop nombreux sujets, la méthode de ce gouvernement a été le passage en force et de ne pas écouter les personnels.** La rectrice indique que cette concertation n'est pas là pour parler réforme du lycée professionnel ou du collège, mais a pour but de résoudre des problématiques locales en essayant d'associer les partenaires.

La FSU/CGT Educ'Action a rappelé l'inégalité de traitement pour les personnels des écoles car aucune journée banalisée n'est prévue. En effet, il est indiqué que ce temps de 12h, non obligatoire, serait à prendre sur les 108h... La FSU/CGT Educ'Action a rappelé que les collègues du 1er degré étaient déjà la tête sous l'eau avec le nombre de réunions qui se multiplient. La FSU/CGT Educ'Action a indiqué que la seule modalité pour permettre une concertation et une participation des personnels était la nécessité de libérer du temps de classe. La rectrice indique que d'autres modalités sont à l'étude dans l'académie pour permettre la participation des écoles :

- la journée de solidarité d'un total de 6h
- d'autres modalités que mettront en place les IA/DASEN. L'IA-Dasen du 16 parle de possibilité de pouvoir récupérer une journée, avec un-e remplaçant-e, mais étalée dans l'année.

Les projets pourront être financés « dans le cadre d'un fonds de soutien pédagogique doté de 500 millions d'euros sur le quinquennat ». Un comité académique est mis en place pour la remontée des projets.

Bilan de l'orientation

Orientation post 3ème

Le rectorat souligne la baisse significative des demandes vers la seconde générale et technologique, au profit de la voie professionnelle mais aussi vers l'apprentissage.

La FSU/CGT Educ'Action a rappelé que statistiquement, les jeunes issus du lycée professionnel sont mieux intégrés que celles et ceux venant de l'apprentissage.

Orientation 1ère

Le rectorat souligne la diminution des demandes vers les 1ere générales au profit des filières technologiques, notamment vers STMG. Bien consciente de cela, la Rectrice a décidé de mettre en place un groupe de travail auquel les organisations syndicales seront conviées (vers janvier plutôt).

Enseignements de spécialités

Le rectorat a souligné l'évolution positive des enseignements Mathématiques et Physique-Chimie. 10 barettes sont représentatives des choix de spécialités. Les autres profils sont marginaux.

La FSU n'a pas la même lecture des faits . L'orientation vers la stmg, c'est le problème de la réforme du lycée. Il y a un paradoxe pour les élèves de la voie générale entre réussir le bac et réussir l'orientation post bac. La stmg peut rassurer les familles; Mais c'est toujours les mêmes élèves, les plus démunis qui sont assignés à ce destin au lieu de bénéficier d'un véritable accompagnement à l'orientation.

La FSU est consternée de ce que l'institution a fait à la voie scientifique. Si la spé maths reste la plus demandée en première, c'est très en retrait dans notre académie par rapport aux autres académies et la plupart du temps les dgh depuis la réforme ne permettent pas d'assurer du temps en groupe pour mener les programmes et favoriser la réussite des élèves les plus fragiles.

La rectrice et le SG insistent sur la perte conséquente d'élèves en voie générale et en voie professionnelle. (950 auxquels viennent s'ajouter les 500 élèves perdus en cours d'année) . Cette situation appelle une attention particulière et l'élaboration d'un tableau de bord quasi mensuel pour observer les évolutions.

Orientation post bac

Selon les rectorats, la procédure accélérée d'acceptation a fluidifié les affectations. Plus d'élèves ont demandé et obtenu l'accès au supérieur cette année. Parmi les élèves qui n'acceptent pas de proposition, une part importante provient des lycéens du professionnel qui finalement, se tourneraient vers l'emploi et non la poursuite d'études.

En tendance, plus d'élèves se sont tourné-es vers l'université, et on observe une baisse de l'attractivité en CPGE. En CPGE, des élèves ne candidatent sans doute pas suffisamment mais quand ils sont acceptés dans l'académie, il y a une tendance académique qui fait que les élèves se détournent de la proposition (en ECT particulièrement)

Carte des formations de la voie professionnelle

La rectrice fait une présentation générale de la carte des formations où elle précise la stratégie et la méthode. Elle rappelle l'importance de la prospective, de la volonté d'élever le niveau dans la carte qui nous est proposée. Elle observe que les formations ne sont souvent, sur l'ensemble des territoires, pas en adéquation avec les bassins d'emploi et c'est le retour qu'elle constate des élus locaux quand elle visite des établissements. Elle ajoute que les LP ne sont souvent pas mis en valeur et elle souhaite que les enseignants des LP s'impliquent plus dans l'orientation des jeunes pendant leurs années au collège. Elle précise que la carte est établie sur les indicateurs de réussite à l'examen, l'attractivité de la formation, l'insertion professionnelle...

La FSU/CGT Educ'action s'interroge: de quels élus locaux nous parlons ? puisque très souvent il n'y a pas d'élus représentant les territoires présents aux CA des lycées pro. La FSU/CGT Educ'action fait aussi remarquer qu'il n'y a pas de communication valorisante de l'État sur ses lycées pro. C'est l'apprentissage qui est vanté alors que l'insertion des jeunes en lycée pro est bien meilleure à un suivi de cohorte à 7 ans que ceux issus de l'apprentissage. Les résultats au BAC PRO et CAP sous statut scolaire sont aussi bien meilleurs que ceux issus de l'apprentissage et le taux de décrochage sous statut scolaire est bien inférieur aux abandons constatés en apprentissage.

Concernant l'implication des professeurs de LP dans l'orientation des élèves sortis de troisième, la FSU/CGT Educ'action fait remarquer qu'il y a une réelle implication des enseignants des LP dans les collèges, les forums d'orientation, les journées portes ouvertes.... mais cela est de plus en plus difficile puisque les réformes de ces dernières années ont complètement modifiées les filières et l'arrivée des familles de métiers est une catastrophe pour l'orientation, les familles voire les enseignants de collège ne comprenant pas. (Mme La rectrice confirme que le principe des familles de métiers n'est pas adapté pour notre académie)

Ces remarques seront portées par la FSU/CGT Educ'action en CAEN mais elles sont valables au niveau national.

Question de la FSU/CGT Educ'action : Quelle nécessité de fermer la FCIL de Jean Rostand qui n'entre pas dans les critères évoqués précédemment puisque c'est une formation avec des apprenants et qui débouche vers l'emploi?

La réponse est que l'on veillera à colorer sur les métiers de secrétaire médicale le bac pro AGORA qui existe.

La FSU/CGT Educ'action constate et fait remarquer une incohérence puisque le Bac AGORA est dans le même temps réduit de 30 à 15 places.

L'établissement était demandeur d'un bac pro sécurité mais personne n'était favorable à la réduction des bac pro agora car il y a des élèves dans cette formation, que ces élèves poursuivent en grande partie en BTS au LGT de Marguerite et que l'autre partie trouve des emplois...

Réponse du DAFPIC : la Moyenne de poursuite en bts est de 50 % au niveau académique et de 26% seulement pour Rostand sur ce bac pro.

La FSU/CGT Educ'action fait remarquer que la filière AGORA sur l'ensemble de l'académie a été réduite de moitié ces dernières années. Les IEN avaient garanti aux enseignants des filières d'AGORA qu'il n'y aurait plus de réduction de capacités d'accueil. Encore une fois, les promesses ne sont pas tenues.

La FSU/CGT Educ'action informe Mme la rectrice que les enseignants du LP ROSTAND, qui subissent cette insécurité, débrayent au moment du CTA.

Toujours sur le LP Rostand La FSU/CGT Educ'action demande une garantie sur le maintien du CAP sécurité puisque par le passé nous avons constaté une fermeture des CAP après l'ouverture d'un BAC. Aucune réponse n'est apportée à cette inquiétude.

La FSU/CGT Educ'action demande de surseoir d'au moins un an sur la réduction de capacité d'accueil du du bac pro agora à Jean Rostand Angoulême, le temps de voir que ce bac pro vit et ne "parasite" pas le bac pro sécurité.

La rectrice explique que si la carte est riche, c'est parce qu'elle est responsable dans ses choix. Les moyens sont calibrés sur les effectifs. Le financement du lycée pro est en vase communicant avec le financement de la voie générale et techno qui serait privée de moyens si on accédait à la demande ici.

La FSU CGT Educ'ation est intervenue encore pour dire son incompréhension de la fermeture du BTS Comptabilité à Bressuire. Ce BTS voit sortir des élèves diplômé.es qui obtiennent un emploi, la spécialité étant fortement demandée. Nous insistons aussi sur les difficultés sociales et économiques de ce territoire et la crainte que ces élèves n'aillent pas ailleurs pour poursuivre leurs études.

Ce à quoi il nous est répondu que d'autres perspectives leur étaient offertes....

Projets pour la rentrée 2023

Charente

- LP Jean ROSTAND ANGOULEME Bac pro Métiers de la sécurité OUVERTURE 15 places
- LP Jean ROSTAND ANGOULEME Bac pro AGORA - DIMINUTION DE LA CAPACITE de 30 à 15 places
- LP Jean CAILLAUD RUELLE SUR TOUVRE Mention complémentaire technicien en tuyauterie FERMETURE -12

Charente Maritime

- LYCEE VALIN LA ROCHELLE BTS Métiers de l'esthétique cosmétique parfumerie / option C cosmétologie OUVERTURE 15 places
- LP Bernard PALISSY SAINTES Mention complémentaire Maintenance des équipements audiovisuels et électroménagers OUVERTURE 12 places
- LYCEE Bellevue SAINTES BTS Support à l'action managériale FERMETURE -28 places
- LYCEE Bellevue SAINTES BTS Gestion des PME OUVERTURE EN MIXITE 24 places

Deux Sèvres

- LYCEE Haut Val de Sèvre SAINT MAIXENT Bac pro Technicien étude de bâtiments FERMETURE -15 places
- LYCEE Haut Val de Sèvre SAINT MAIXENT Bac pro Etudes et réalisation d'agencement (ERA) OUVERTURE 15 places
- EREA Françoise DOLTO SAINT AUBIN LE CLOUD Mention complémentaire aide à domicile OUVERTURE EN MIXITE 8 places
- LP Paul GUERIN NIORT Bac pro Maintenance des systèmes de production connectés DIMINUTION DE CAPACITE DE 24 places à 15 places
- LYCEE Jean MACE NIORT BTS Support à l'action managériale FERMETURE -24 places
- LYCEE Jean MACE NIORT BTS Professions immobilières OUVERTURE EN MIXITE 24 places
- LP Gaston BARRE NIORT Bac pro construction des carrosseries OUVERTURE 12 places
- LYCEE Maurice GENEVOIX BRESSUIRE BTS Comptabilité gestion FERMETURE -18 places
- LYCEE Maurice GENEVOIX BRESSUIRE BTS Gestion de la PME AUGMENTATION DE CAPACITE DE 18 à 24 places

- LP Léonard de VINCI BRESSUIRE Bac pro métiers de la sécurité AUGMENTATION DE CAPACITE DE 18 à 24 places

Vienne

- LP LE DOLMEN POITIERS Mention complémentaire services numériques aux organisations OUVERTURE 12 places
- LYCEE KYOTO POITIERS Mention complémentaire cuisinier dessert de restaurant OUVERTURE EN MIXITE 12 places

Propositions pour rentrée 2024

- LYCEE Jean Hyppolite JONZAC Bac pro Accompagnement soins et services à la personne ASSP DIMINUTION DE CAPACITE DE 45 à 30 places en Terminale
- LYCEE Jean Hyppolite JONZAC BTS Economie sociale et familiale OUVERTURE 18 places
- LP Léonard de VINCI BRESSUIRE Mention complémentaire Joaillerie OUVERTURE 12 places
- LP Jean MOULIN THOUARS Bac pro Transports FERMETURE -15 places
- LP Jean MOULIN THOUARS Bac pro Logistique OUVERTURE 12 places
- EREA Anne FRANK MIGNALOUXBEAUVOIR CAP agent de propreté et d'hygiène APH OUVERTURE 8 places

Vote

Sur la proposition

contre : 7 (5 FSU/CGT Educ'Action, 1 FO, 1 SNALC)

abstention 3 (UNSA)

pour : 0

Dispositif PAQNNA

Le PAQNNA, (Pôle d'accès à la qualification du nord de la Nouvelle Aquitaine) a été ouvert en novembre 2019. Il a pour objectif d'accompagner sur le territoire nord Nouvelle Aquitaine (Parthenay, Bressuire, Thouars, Loudun) les jeunes à besoins spécifiques (Allophones) ou sortis du système scolaire (non scolarisés, non diplômés...) autour d'un parcours propédeutique à l'entrée vers une qualification liée à la voie professionnelle. Par expérience il ne remplit pas ses objectifs initiaux et le besoin du territoire est davantage celui du suivi des élèves allophones (peu d'élèves autres qu'allophones).

Effectifs des élèves en situation de décrochage :

- en 2019/20 : entre 0 et 7 élèves selon les périodes
- en 2020/21 : entre 4 et 9 élèves selon les périodes
- en 2021/22 : entre 2 et 5 élèves selon les périodes

Effectifs des élèves allophones : entre 15 et 20 selon la période depuis 3 ans.

Il est proposé la fermeture du PAQNNA en cette rentrée 2022 et l'ouverture d'une UPE2A pour la RS 2023. Cela entraîne donc la fermeture du poste de coordination du PAQNNA. La FSU/CGT Educ'Action a fait remonter les problèmes de communication pour la collègue sur le poste.

Vote

Contre : 0

Abstention : 6 (5 FSU/CGT Educ'Action, 1 FO)

Pour : 4 (3 Unsa, 1 Snalc)

Informations diverses

Effectifs : constat de rentrée

1er degré

Dans le public, les effectifs continuent à baisser avec 1500 élèves en moins à cette rentrée dans l'académie, mais cela fait tout de même 500 élèves de plus que la prévision du rectorat. La Vienne est la plus concernée car il y a 380 élèves de plus que prévus à cette rentrée. Le rectorat indique une part importante d'élèves qui n'étaient pas dans notre académie l'année précédente. La part des élèves venant d'Ukraine n'a pas été mesurée.

Le privé perd également des élèves, 150 élèves, mais cependant le privé hors contrat lui continue à croître avec environ 100 élèves en plus.

2nd degré

Il y a 450 élèves en moins à cette rentrée :

- en collège, 450 élèves en plus dans le public, alors que le privé sous contrat perd une quarantaine d'élèves
- en lycée général et technologique, forte baisse d'environ 400 élèves notamment en 2nd GT. Le privé gagne 75 élèves, malgré également une érosion en 2nde GT.
- en lycée professionnel, baisse de 130 élèves dans le public. Baisse également dans le privé sous contrat de 80 élèves.
- en post bac, baisse d'environ 350 élèves, soit 200 de plus que prévu avec une montée de l'apprentissage. Même situation de baisse dans le privé.

CIO de Charente Maritime

La FSU/CGT Educ'Action a demandé que le rectorat fasse un point sur la situation des CIO de Charente Maritime : échéances, modalités de garantie du service public d'orientation, impact sur les personnels..

Sur Rochefort, le déménagement initialement prévu la semaine prochaine, est reporté d'1 mois pour permettre la bonne rentrée des collègues.

Pour les 2 autres CIO, Saintes et Jonzac, la recherche de locaux d'accueil est toujours en cours. Le rectorat indique des difficultés sur Saintes. Les personnels ont tous été reçus en juin.

Questions diverses de la FSU/CGT Educ'Action

Enseignant-es stagiaires : démissions, formation

Le rectorat annonce 15 démissions sur les stagiaires 2nd degré, dont 14 n'ont jamais effectué la prise de poste, aucune dans le 1er degré.

Concernant la formation, il est indiqué que les informations seront données lors du groupe de travail académique du 20 octobre. Les stagiaires temps plein auront 10 journées de formation auxquelles pourront venir s'ajouter des modules spécifiques selon les besoins relevés dans les rapports de tuteurs.

Recrutement : enseignant-es, psy EDA, AESH

Dans le 2nd degré, il y a 5 postes complets vacants, mais également 12 postes en cumulant les "bouts" , soit l'équivalent de 17 emplois non pourvus, en technologie, anglais, allemand...

Dans le 1er degré, l'académie vient d'avoir l'autorisation de recruter 20 contractuel-les, la répartition départementale n'est pas encore connue. **La FSU/CGT Educ'Action a demandé à ce que ce recrutement soit effectué avant les vacances de novembre pour permettre à nos collègues de percevoir un salaire pendant les vacances d'été.**

PAG : état des lieux de rentrée

La FSU/CGT Educ'Action a demandé combien d'élèves en situation de handicap sont actuellement concerné-es par un PAG, faute de places suffisantes dans l'orientation spécialisée.

280 élèves sont concerné-es à cette rentrée par un PAG. La rectrice et le SG ont indiqué que c'était une problématique grave, qu'un travail était en cours avec l'ARS et que le dialogue était difficile, et que l'académie avait le moins de places de toute la région Nouvelle Aquitaine.

La FSU/CGT Educ'Action a dénoncé cette situation, pour les élèves et pour les personnels. La FSU/CGT Educ'Action alerte depuis plusieurs années sur la baisse de places en IME et la politique menée par l'ARS.

Élèves Ukrainiens

Quelles mesures ont été prises pour accompagner les élèves ukrainien-nes dans l'apprentissage du français?

4 emplois sont dédiés dans l'académie pour le suivi de ces élèves, gérés par le Casnav.

La FSU et la CGT Educ'action font valoir que dans des lycées, trop d'élèves encore ne bénéficient pas d'un accompagnement à l'apprentissage du français.

Le SG s'engage à regarder si les besoins sont en augmentation.